

« Être rigoureux envers les particuliers qui font gloire de mépriser les lois et ordonnances d'un État, c'est être bon pour le public et on ne saurait faire un plus grand crime contre les intérêts publics qu'en se rendant indulgent envers ceux qui les violent. L'indulgence pratiquée jusqu'à présent en ce royaume l'a souvent mis en de très grandes et déplorables extrémités*. En matière de crime d'État, il faut fermer la porte à la pitié et mépriser les plaintes des personnes intéressées et les discours d'une populace ignorante qui blâme quelquefois ce qui lui est le plus utile et souvent tout à fait nécessaire. Il faut par nécessité qu'un prince soit sévère pour détourner les maux qui se pourraient commettre sur l'espérance d'en obtenir grâce s'il était connu trop indulgent. »

* Malheurs.

« Il me semble qu'il est principalement de la gloire du bon gouvernement de penser au soulagement des sujets et aux bons règlements de l'État, qui ne se peuvent faire que par la paix... Tous les politiques sont d'accord que, si les peuples étaient trop à leur aise, il serait impossible de les contenir dans les règles de leur devoir. Leur fondement est qu'ayant moins de connaissances que les autres ordres de l'État, beaucoup plus cultivés et instruits, s'ils n'étaient retenus par quelque nécessité*, difficilement demeureraient-ils dans les règles qui leur sont prescrites par la raison et par les lois. La raison ne permet pas de les exempter de toutes charges parce que, en perdant en tel cas, la marque de leur sujétion, ils perdraient aussi la mémoire de leur condition, et que s'ils étaient libres de tributs, ils penseraient l'être de l'obéissance. Il faut les comparer aux mulets, qui, étant accoutumés à la charge, se gâtent par un long repos plus que par le travail. »

* Pauvreté.

Richelieu, *Testament politique*, 1642.

« Présentement, il n'y a nul changement à attendre en ce royaume. Les peuples sont accablés de misères, de tailles, de toutes sortes d'impositions qu'ils aiment mieux souffrir que la guerre. La noblesse est tellement ruinée qu'elle n'est point capable de monter à cheval pour aucune expédition... Les Parlements sont tous asservis, et ceux qui les composent n'oseraient parler, ni rien dire contre le Gouvernement. Les grandes villes ne respirent que le repos et détestent tous ceux qui ont été les auteurs des derniers troubles. L'ordre ecclésiastique est tout dépendant de la Cour et du favori, dès qu'ils ont reçu leurs bénéfices. Tous les gouverneurs de places sont attachés de même à la Cour et au cardinal. Tous les grands seigneurs se plaignent et je n'en connais pas un seul qui soit capable de rien. Pour Paris, tout le monde déteste le présent gouvernement et s'y assujettit volontiers... On voit clairement que dans Paris on veut le repos et qu'on ne veut plus entendre à aucun remuement, cela est certain. »

Rapport d'un correspondant de Cromwell le 8 juillet 1655.